



AMBASSADE DE SUISSE
AU LIBAN

BEYROUTH (Liban),
Immeuble Achou
Rue John Kennedy
Case postale 172
Téléphone No. 23 46 46

Réf.: 381.1. - DU/CJ/th

p. B. 73. Liban. O.

*M. Achou
L. Achou
BJH 14/11/74
20/1/75*

RAPPORT DE FIN DE MISSION

Les circonstances dans lesquelles ce rapport est rédigé ne sont pas très favorables à une appréciation d'ensemble d'une période de cinq ans, et permettent encore moins de se livrer à des pronostics, mais elles illustrent d'une manière particulièrement convaincante le "miracle libanais" si souvent évoqué et qui avait persisté jusqu'ici.

Dois-je rappeler que mon prédécesseur en quittant ce pays en avril 1970 constatait qu'il était arrivé quatre années auparavant dans un pays relativement paisible, mais qu'il le quittait à la suite d'une série d'événements qui conduisait peut-être le Liban au bord de l'abîme. Or le "miracle libanais" que je viens de rappeler a retardé de plusieurs années la sombre échéance évoquée plus haut.

Ce petit pays tire ses ressources, son importance relative et ses chances d'avenir de la position qu'il a su s'assurer dans le monde arabe comme place tournante du commerce et des transactions financières, comme lieu de rencontres et d'asile intellectuels et politiques et comme centre de la culture arabe. Toutes ces activités supposent un minimum d'ordre

..!..

et de développement cohérent et pacifique dans la région. Toutes les secousses, toutes les confrontations touchent durement cette place fondée sur les services au jour le jour échangés dans le cadre d'une société ouverte dont les structures étatiques sont légères et les moyens d'action collectifs, surtout pour la coercition, presque symboliques.

De même que le Liban s'est trouvé particulièrement mal équipé pour faire face au nassérisme, lorsque celui-ci a eu l'étrange idée de l'incorporer dans sa vision utopique d'union arabe, de même, le phénomène de la "révolution palestinienne" menace aujourd'hui de le mener à sa destruction.

Sous l'Empire ottoman, le Liban, alors divisé, était un microcosme de clans et de communautés religieuses ayant cherché refuge dans ses vallées d'accès difficile et s'ouvrant sur la mer par des ports bien situés, mais de peu d'importance.

Le mandat français, créant l'unité du Grand-Liban à partir d'éléments assez disparates, en fit aussi l'accès principal de la Syrie dont l'essor commençait alors, et avec laquelle le Liban formait une unité économique.

L'indépendance amena la rupture de cette union et le développement des deux économies dans des sens opposés, bien que la coopération entre elles soit restée pour toutes deux de la plus haute importance. Alors que la Syrie cherchait sa modernisation, comme nombre d'autres pays arabes, sous un régime autoritaire et par les méthodes du capitalisme d'Etat, le Liban resta, lui, libéral, c'est-à-dire qu'il chercha à faire entrer les forces politiques traditionnelles dans un cadre démocratique et s'en tint au laissez-faire économique le plus strict.

Le résultat est impressionnant. Avec des faiblesses et des lacunes, notamment dans le domaine des équipements collectifs, le pays offre aujourd'hui l'aspect d'une économie moderne et dynamique. La ville de Beyrouth est la plus avancée du Moyen-Orient pour les transports aériens, les communications, l'hôtellerie, les banques, les assurances et autres services, le commerce, la presse, l'édition, la publicité. C'est un des principaux ports du Levant, malgré les difficultés qu'il connaît aujourd'hui. C'est aussi un important centre industriel (plus de 100'000 ouvriers) et culturel (4 universités, et d'innombrables collèges et autres institutions d'éducation). La scolarité et la santé publique sont très supérieures à celles des autres pays arabes.

L'économie a aussi su montrer une remarquable faculté d'adaptation, notamment après le krach de la Banque INTRA et la Guerre des Six Jours, qui priva le pays des touristes en transit vers la Terre Sainte.

Cet essor a été possible grâce à l'esprit d'entreprise des habitants, mais aussi grâce au fait que les autres pays arabes s'étaient soit tournés vers le socialisme (Beyrouth a en partie pris la place d'Alexandrie et du Caire) soit maintenus dans les cadres traditionnels, peu favorables aux affaires internationales contemporaines.

L'expansion de Beyrouth avait donc quelque chose d'un peu artificiel et elle a entraîné de graves distorsions dans les structures sociales du pays. Elle s'est aussi faite trop vite pour que les mentalités évoluent au même rythme. Le Liban offre aujourd'hui les plus étranges contrastes entre le XXe (voire le XXIe) siècle et des comportements et institutions archaïques, entre un groupe privi-

légié occidentalisé jusqu'au ridicule et une masse dont le sort s'est amélioré, mais qui reste menacée par l'inflation et le sous-emploi, et soumise aux conceptions traditionnelles de la confession et de la famille. Le système politique n'a rien fait pour atténuer ces oppositions, au contraire il les reflète fidèlement et jusqu'à l'impuissance la plus totale, comme on le voit aujourd'hui. Les tensions ont tendance à s'accroître, car les formes les plus modernes d'entreprises, qui commencent à pénétrer ici (grands hôtels, banques et autres offices travaillent avec l'aide de computers), n'offrent plus autant de possibilités pour un personnel peu qualifié et relativement mal rétribué.

Le Liban a adhéré à la Ligue Arabe dès sa fondation, en vertu de l'accord non-écrit entre le Président de la République maronite Béchara el-Khoury et le Président du Conseil sunnite Riad Solh, le "Pacte national". Le Liban, dont la contribution à la culture arabe à l'époque moderne est inégalée, et en large part due aux chrétiens libanais, s'est divisé profondément à l'égard de l'arabisme, selon des lignes confessionnelles. Le nassérisme, qui fut à l'origine des événements de 1958, a conservé au Liban l'emprise sur les esprits qu'il a perdue ailleurs. Selon l'usage du pays depuis 1958, il est en mesure de se manifester les armes à la main, même si ses troupes sont plus hétérogènes et moins disciplinées que les milices chrétiennes de M. Gemayel. L'adhésion à l'arabisme a subsisté alors même que son premier organe, la Ligue arabe, est universellement considéré comme un instrument inefficace, et que les perspectives d'unité arabe n'ont aucune consistance dans la présente conjoncture. Cette adhésion, aussi irréaliste soit-elle, est cependant

.../...

considérée par les chrétiens comme un danger, et alimente les craintes de voir les communautés chrétiennes du Liban noyées dans un océan musulman.

C'est beaucoup plus récemment que la "Révolution palestinienne" a posé un problème pour le Liban. Comme le rappelait récemment le rédacteur en chef de L'Orient-Le Jour, M. Edouard Saab, les réfugiés palestiniens, parqués en 1948 dans des habitats de fortune non loin des grandes villes où ils pouvaient espérer trouver un emploi, ont été pendant près de vingt ans, rigoureusement empêchés d'exercer la moindre activité politique, et à plus forte raison de détenir des armes de quelque calibre que ce soit. L'ancienne OLP de M. Ahmad Choucairi, cheval de parade attestant l'engagement des régimes arabes pour la cause palestinienne, mais dont l'activité était surtout rhétorique, s'accommodait fort bien de cette situation. La mainmise du Fath et des organisations militantes issues du Mouvement de libération arabe sur l'OLP après la Guerre des Six Jours ne tarda pas à apporter des changements radicaux. A l'origine, les camps libanais n'abritaient que quelques écoles de terroristes et servaient de refuge à ces derniers. Dès l'hiver 1968-69 cependant, avec le développement de la rivalité entre les différents groupes dont certains ont pour devise "le chemin de Jérusalem passe par Amman et Beyrouth" et l'essor de commandos organisés en Jordanie et en Syrie (ces derniers strictement supervisés par l'armée syrienne), c'est à des unités entières que le pouvoir libanais est confronté. Une tentative de les réduire (octobre 1969) conduisit aux accords du Caire (3 novembre 1969), qui autorisent leur présence sans en définir les modalités, mais soustrait les camps à l'autorité libanaise.

Durant tout mon séjour au Liban, les frictions causées par l'application de ces accords défectueux et contradictoires ont provoqué des affrontements comme ceux dont nous avons été témoins ces derniers mois. L'échec de la tentative de révolution en Jordanie, suivie de l'évacuation des "commandos" (dont une partie se réfugia au Liban) et des limitations de plus en plus sévères imposées aux activités palestiniennes dans les autres pays arabes accroissaient sans cesse l'importance de la "base libanaise" pour les Palestiniens, qui y trouvaient en même temps en raison du libéralisme des institutions et de la concentration des écoles supérieures le seul terrain fertile pour la propagation de leur "Révolution".

L'étrange idéologie de cette "Révolution" fait du peuple palestinien, chassé de son pays et proclamé victime d'une iniquité sans exemple dans l'histoire, le peuple privilégié, "élu" pourrait-on dire sans ironie, à la fois équivalent de peuple juif de l'Écriture et du prolétariat de Karl Marx, pour briser l'impérialisme mondial par la destruction de son instrument privilégié, le sionisme. Cette victoire des nouveaux "damnés de la terre" doit venger enfin tous les Arabes de l'outrage fait au "Dar el Islam" et subsidièrement libérer les peuples du monde entier. Cette mixture d'idées traditionnelles, de nationalisme et de pseudo-marxisme, faisait fureur ici avant la Guerre d'Octobre et ses côtés fantastiques avaient d'autant plus de succès qu'ils se détachaient sur la grisaille de l'ère post-nassérienne.

Comme toute idéologie de ce genre, elle suppose à l'origine des maux dénoncés un complot, dont les responsables

doivent être démasqués et les complices dans la propre société recherchés et punis. Ceux-ci ne manqueraient pas au Liban: grande bourgeoisie engagée dans de profitables opérations avec la puissance impérialiste par excellence et ses alliés, et avec les régimes arabes "réactionnaires", groupes chrétiens militants outrés des empiètements de la "Révolution" sur la souveraineté nationale, et en général, tous ceux qui ne pensaient pas que ladite "Révolution" valait une guerre avec Israël.

Comme j'ai déjà eu l'occasion de l'expliquer, le système politique libanais, qui permet un lobbying intense pour toutes sortes d'intérêts légitimes ou non, est peu favorable aux partis de gauche du point de vue électoral ou dans la recherche de réformes. Ces partis, aussi faibles les uns que les autres, sont souvent comme eux liés à des dénominations confessionnelles (ainsi le PSP de M. Joumblatt se recrute pour la moitié environ parmi les Druzes du clan de ce dernier) ou souffre comme le parti communiste du défaut rédhibitoire d'athéisme.

La "Révolution palestinienne" s'offrait comme un allié tout naturel à cette gauche anémiée et affaiblie de surcroît par le déclin du nassérisme. L'organisation qui symbolise cette alliance est le Front des peuples arabes pour la libération de la Palestine dont le président est M. Kamal Joumblatt, et où se retrouvent à côté de la gauche libanaise, divers partis révolutionnaires arabes dont certains sont au pouvoir. Mais alors que cette organisation a surtout un rôle de propagande, des contacts se sont établis à un niveau beaucoup plus efficace entre les organisations de gauche libanaise et la "Révolution". Il existe une sorte d'osmose entre les

groupes armés de la gauche, à la structure assez lâche, et les différents groupes palestiniens, surtout ceux sortis du Mouvement de Libération Arabe fondé par Georges Habache. Il y a aussi toute une population flottante, quelques fois en délicatesse avec les lois, qui entre et sort des camps et partage avec les membres de certains groupes toutes sortes d'"affaires" plus ou moins légales.

L'autorité des chefs de file politiques, aussi bien libanais que palestiniens, sur ces éléments mal définis, est incertaine. S'il est assez aisé de les mobiliser contre les "ennemis de la Révolution" ou "les forces fascistes", il est souvent beaucoup plus difficile d'arrêter leur action ou même de les empêcher de prendre l'initiative. C'est surtout parmi ces "enfants perdus" qu'il faut rechercher les acteurs des crimes et excès de toute sorte qui ont fini par provoquer l'affrontement avec les milices de M. Pierre Gemayel.

On doute fort, parmi les hommes politiques libanais, qu'il soit possible de remédier à cette situation si un Etat palestinien n'est pas créé, où les résistants palestiniens pourraient chercher un nouveau champ d'action. Aussi longtemps qu'ils restent dans la capitale (car le développement de celle-ci fait qu'aujourd'hui les camps sont entourés de tout côté par des zones urbaines), l'oisiveté et les espoirs politiques frustrés en font un danger permanent.

Les communautés chrétiennes du Liban (on en compte treize) reflètent les deux mille ans d'histoire du christianisme dans cette région où il a pris naissance. Autrefois, elles entretenaient avec les Grandes Puissances européennes des relations ambiguës; chaque puissance avait son groupe favori qu'elle proté-

geait et utilisait toute à la fois, suscitant les inquiétudes des populations musulmanes. Les rivalités étaient sourdes, mais réelles. La dénonciation religieuse resta l'élément essentiel d'identification de chaque individu. Le centralisme romain, particulièrement marqué depuis Vatican I, les réformes du Vatican II, l'oecuménisme ont atténué beaucoup de différences. Grâce aux contacts avec l'Occident, les Eglises libanaises sont parmi les plus mobiles de l'Orient. Les mariages de communauté à communauté sont devenus plus fréquents. Les jeunes intellectuels cherchent souvent à se soustraire à l'emprise des confessions. Mais l'autorité des hiérarchies reste forte: le rôle politique des patriarches va de soi et n'est critiqué par personne, même si la politique peut l'être.

Le chrétien libanais n'a pas naturellement un besoin de défendre son identité contre la civilisation occidentale, comme il va de soi chez le musulman, et c'est peut-être là le fossé le plus profond entre les deux communautés. Cela ne signifie pas d'ailleurs qu'il renonce à son caractère oriental, mais celui-ci ne l'embarrasse nullement dans ses rapports avec l'Occident.

Cette ouverture, qui permet au chrétien de s'adapter à tous les courants en vogue dans nos pays, ainsi que l'avance acquise dans le domaine de l'éducation par le fait que le musulman a longtemps refusé les écoles occidentales, comme propageant des "innovations impies", explique l'avantage dont le chrétien dispose encore aujourd'hui dans l'administration et les affaires. Si la société libanaise reste ouverte, cet avantage s'estompera assez rapidement.

Le musulman libanais est dans une position psycho-

logique peu enviable. Au nom du Pacte national, il a sacrifié ses aspirations à l'union avec la Syrie à une époque où les avantages économiques d'un tel choix n'étaient nullement clairs. Aujourd'hui il peut avoir le sentiment d'avoir vendu son droit d'aînesse pour un plat de lentilles. En 1958, sa tentative de s'insérer dans le mouvement d'unité arabe a été stoppée, avec l'aide des Américains. Jusqu'à la montée de la question palestinienne, les musulmans ont toujours dû se résigner à voir le Liban mener une politique prudemment pro-occidentale et figurer dans le peloton de queue du progressisme arabe.

Les musulmans, qui doivent fréquemment défendre leur religion contre les accusations d'immobilisme et d'obscurantisme, se sont donc tournés volontiers vers cette "Révolution" qui doit se faire aux dépens de l'impérialisme et des sionistes, et dont on préfère ignorer que les chefs sont bien souvent des athées militants (ce n'est pas le cas cependant du Fath de M. Yasser Arafat). On ne méconnaît pas non plus l'importance de l'apport démographique palestinien (musulman à 95 %) dans un pays où existe un équilibre instable entre les deux religions. Enfin, le développement de la question palestinienne et le caractère symbolique qu'elle a pris aux yeux des Arabes (même dans les périodes où elle n'était pas active) font que les chrétiens les plus hostiles à l'arabisme doivent lui manifester leur soutien. C'est donc un levier politique qui, habilement manié, peut devenir très efficace.

A la vérité, on ne peut dire que jusqu'ici les musulmans aient tiré de grands avantages de son utilisation. Ils ont effrayé et braqué les chrétiens et leur ont fait payer cher leur prépondérance, mais ils n'ont réussi à apporter à l'équilibre politique du pays aucun changement fondamental.

- 11 -

Il serait faux cependant de voir la communauté musulmane simplement bloquée sur des positions politiques dont le progressisme apparent masque mal des réflexes ataviques. Les musulmans sont, à titre individuel, engagés dans le processus de modernisation, particulièrement intense au Liban en raison de l'ouverture du pays aux influences extérieures. A côté des musulmans "vocaux", (traditionnalistes et gauchistes), il existe un large groupe qui, tout en restant solidaire de ses coreligionnaires, rejette le verbiage pseudo-progressiste et se montre plutôt indifférent au problème palestinien. Ce groupe est économiquement le plus actif, le plus instruit et le mieux situé. Les périodes de troubles ne lui sont cependant pas favorables, et il reste pour le moment silencieux. A ce groupe se rattachent les émigrés musulmans de Syrie, d'Irak et d'Egypte qui ont trouvé ici un nouveau champ d'action après avoir été chassés par les adeptes du socialisme arabe. On serait même tenté d'y ajouter les Palestiniens aisés, assez nombreux ici, mais ceux-ci sont évidemment soumis à une pression particulièrement intense de leur communauté. Avec les chrétiens émigrés dans les mêmes conditions, le Liban a reçu là un réservoir de capacités et d'esprit d'entreprise qui n'a pas de concurrents au Moyen-Orient. L'expérience des autres pays arabes montre cependant que ce groupe a peu de poids politique, ne cherche en général pas à en avoir et se contente de s'arranger de son mieux avec le gouvernement en place.

Les chrétiens, en sursis dans leur position prépondérante depuis l'indépendance, ont toujours réussi jusqu'ici à la maintenir sans donner l'impression d'employer des moyens répressifs. En 1958, leurs divisions les ont même servis en fin de compte en évitant de

.../...

- 12 -

donner à l'offensive nassérienne un caractère rigoureusement confessionnel. Aujourd'hui c'est la peur qui les amène à se regrouper quelles que soient leurs idées et leur dénomination derrière M. Pierre Gemayel, dont ils estiment qu'il est le seul qui "croit sincèrement au Liban".

Les idées de M. Gemayel sont loin d'être claires. Comme beaucoup d'autres au Moyen-Orient (y compris, à l'époque, le Président Sadate), il avait été très impressionné par Hitler, ennemi des impérialistes occidentaux et des Juifs, et organisateur d'un Etat discipliné. Entre-temps, il s'est converti à la société libérale, tout en se flattant d'avoir été l'un des initiateurs du système de sécurité sociale, encore assez peu développé au Liban. Il serait faux de voir dans son mouvement une simple organisation confessionnelle, bien qu'elle n'ait compté jusqu'aux derniers événements, pratiquement que des maronites; il admet simplement le fait communautaire comme fondamental au Liban, en quoi il est plus logique que les leaders musulmans qui veulent apparemment combattre le confessionnalisme en l'aggravant. Il perçoit beaucoup mieux que des adversaires l'importance de ce fait communautaire pour la protection des minorités. Comme Suisse, on ne peut s'empêcher d'éprouver de la sympathie pour lui, car sa conception rapproche les communautés libanaises de nos cantons. Vue sous cet angle, la prépondérance chrétienne au Parlement n'est pas plus choquante que la représentation égale de ceux-ci au sein du Conseil des Etats et la présidence maronite que la présence permanente au Conseil fédéral d'un Bernois et d'un Zurichois.
et d'un Vaudois!

.../...

Les réactions des chrétiens aux derniers événements sont marquées par le découragement. Beaucoup pensent que ces réformes demandées par les musulmans n'ont d'autres buts, comme disait M. Camille Chamoun, que de faire d'eux des citoyens de troisième ou quatrième classe. D'autres y voient le prélude à l'introduction d'une économie socialiste qui signifierait la ruine du pays (73 % du revenu national est fourni par les services). Beaucoup de chrétiens envisagent un départ des éléments économiques les plus actifs, tandis que la masse resterait à végéter comme les minorités chrétiennes des autres pays arabes.

C'est là une hypothèse que l'on ne peut exclure, et il est malheureusement certain que les misères qu'elle entraînerait ne peuvent impressionner ceux des fanatiques qui souhaitent cette solution. La grande question est celle de l'influence réelle de ces fanatiques et de l'aide que les musulmans modérés sont prêts à leur consentir. A cet égard, la politique du gouvernement Karamé où figurent trois musulmans tout-à-fait conservateurs, donnera d'importantes indications.

Un autre facteur sera la capacité des chrétiens à s'associer activement à une politique du progrès social. Une telle politique les placerait dans une meilleure position morale que celle qu'ils ont aujourd'hui, mais il n'est pas sûr qu'elle suffirait à renverser un fort courant de "socialisme arabe". Le système politique libanais se prête très mal à un effort méthodique dans quelque direction que ce soit, et les premières institutions de sécurité sociale qui ont vu le jour n'ont pas été jusqu'ici l'amorce d'une évolution sur un large front. Il appartiendra à ceux qui le défendent de prouver

qu'il est en mesure de s'adapter aux besoins actuels de la société.

Je n'ai examiné jusqu'ici que les facteurs libanais, qui sont en définitive déterminants, quelles que puissent être les pressions du dehors. Mais ces pressions, là où elles renforcent des mouvements internes, ne sont pas à négliger.

Le premier groupe extérieur, les Palestiniens, est en ce moment profondément divisé. L'OLP et son bras militaire, l'ALP, stationnée en bonne partie dans le Sud du Liban, cherchent à se tenir à l'écart autant que possible de la politique intérieure libanaise et surtout éviter les aventures où voudraient les plonger certains de leurs alliés "gauchistes". Mais l'autorité réelle de l'OLP sur les camps de Beyrouth est incertaine; elle s'est certainement affaiblie depuis l'automne dernier, et des exemples d'impuissance de la direction sont révélés tous les jours. Les dissensions entre les trois organisations qui avaient opté pour la solution négociée (Fath, Saika et FDPLP de Nayef Hawatmeh) se sont aggravées récemment, et chacune semble aujourd'hui suivre son propre chemin, le FDPLP s'étant rapproché de la Libye, mais sans adhérer au front du refus et la Saika jouant en faveur de la Syrie un jeu plein d'obscurités.

Le front du refus a activement soutenu les gauchistes libanais dans la dernière série d'affrontements, surtout en procurant des armes lourdes et des appuis de feu. A côté de la vieille théorie révolutionnaire du chemin de Jérusalem mentionnée plus haut, ce sont les encouragements et, semble-t-il, de larges subventions libyens qui les ont fait agir dans ce sens. Il est impossible de prévoir de quelle manière le conflit entre les deux ailes se résoudra, mais un choc armé ne peut être exclu.

.../...

Les pays arabes sont beaucoup moins intéressés au Liban qu'en 1958. Les interventions sont avant tout dictées par la considération d'autres objectifs. Les gauchistes inquiètent par leurs idées les régimes modérés, et les régimes conservateurs de surcroît par un islamisme douteux. Les chrétiens ne jouissent que de faibles sympathies, mais peu de pays arabes ne tirent aucun profit de l'atmosphère de liberté qui règne ici, que ce soit dans le domaine des affaires, de la presse ou de la culture. Le problème le plus sérieux pour le Liban est de se défendre des mauvaises manières politiques arabes, qui autorisent plus ou moins d'interférence chez les "pays frères". Il n'a pas les mêmes possibilités de résistance à ce genre de sollicitude que ses voisins, et celle-ci risque régulièrement de lui coûter cher.

Plus encore que les autres pays de la région, l'avenir du Liban est lié à une solution pacifique du problème palestinien. Il ne peut pas faire grand'chose pour la hâter, et la timidité de ses gouvernements le conduit à faire moins encore. Même l'évocation de plans de partage assez précis ne semble pas donner beaucoup d'activité à sa diplomatie. Lorsque ceux-ci sont discutés ici, on peut toucher de la main le sentiment d'abandon qui étreint les Libanais les plus attachés à leur pays. L'intégrité du Liban, réaffirmée dans de nombreuses déclarations officielles, semble n'avoir aucun défenseur vraiment résolu. Malgré les appels du Liban, on le laisse débattre avec la révolution palestinienne, parfois avec l'aide d'un médiateur dont les intérêts sont évidents. A l'échelle des cartes qu'emploient les super-puissances, le Liban est trop petit. Une solution heureuse de son problème ne pourra guère être que la

- 16 -

résultante fortuite d'efforts appliqués à d'autres fins et non le fait d'un effort délibéré pour sauver cette création politique originale et à contre-courant du XXe siècle simplificateur.

L'Ambassadeur de Suisse:

Ch. A. Dubois

Ch.-A. Dubois

Beyrouth, le 30 juin 1975